

CITOYEN OU SUJET COMMUNAUTAIRE ?

par Roger EVANO

Roger EVANO, adhérent du CRÉAL-76, a écrit cette contribution parue dans *Mediapart* le 13 juin 2015. Il nous a autorisés à la reproduire

La laïcité est un principe politique qui proclame l'autonomie de la société. La société se reconnaît comme un corps politique - l'assemblée des citoyens, sujets actifs auteurs et responsables de leurs propres lois. La prise de conscience de cette autonomie se construit historiquement, à travers des luttes pour le pouvoir, qui sont loin d'être achevées. A l'opposé, bien des communautés ethniques ou religieuses se conçoivent comme des sociétés **hétéronomes**. Elles considèrent que leurs lois émanent des Ancêtres, des dieux, de Dieu, ou de toute entité échappant à la volonté des humains. Leurs membres sont des **sujets communautaires passifs**, sous le contrôle des interprètes de la volonté d'entités hors d'atteinte. Il est clair que la conception et l'organisation du **monde commun** diffèrent radicalement, selon que la référence est l'autonomie ou l'hétéronomie.

Dans sa conférence au Mucem sur *La généalogie de la violence dans le monde musulman* ¹, Féthi Benslama développe ce clivage fondamental entre le « sujet social » et le « sujet de la communauté ». Dans le monde musulman, il date cette rupture de l'abolition du califat par Mustafa Kemal Atatürk en 1924 qui a entraîné la division des musulmans entre ceux qui acceptaient de s'intégrer dans une société civile et politique, dont les règles étaient définies par les hommes, et ceux qui restaient attachés à une communauté organisée par la loi islamique directement tirée du coran.

Le clivage n'est pas religieux, entre croyants et non-croyants - les « sujets sociaux » n'étant pas forcément antireligieux - mais il est politique - les « sujets sociaux » ne considérant pas la religion comme une source de lois pour l'ensemble de la nation. Leur vie spirituelle n'étant pas celle de toute la société, ils la vivent hors de la sphère politique.

En revendiquant d'être définis comme citoyens d'un pays, donc comme Français, Italiens, Tunisiens, Européens ou citoyens du monde, et non comme chrétiens, musulmans, juifs ou athées, les « sujets sociaux » exigent de participer à l'institution du monde commun, social et politique, qui est une construction humaine, qui a une histoire et qui se modifie continuellement par l'action de ses membres. C'est ce que nous dit Féthi Benslama : *Un des grands conflits des intégristes avec les « musulmans séparés » c'est que leur référence n'est plus la communauté mais [...] l'État national et le « sujet social ».*

Lorsque des enfants Français, à qui l'on demande quelle est leur nationalité, répondent « je suis musulman(e) », ils révèlent une confusion volontairement inculquée par les acteurs de toute obédience (religieuse ou idéologique) qui veulent les réduire à leur communauté religieuse. Certains responsables politiques qui devraient se porter garants de la laïcité inscrite dans la Constitution ne sont pas les derniers à la trahir. Dans sa belle et forte *Lettre ouverte aux élus*, du 1^{er} décembre 2014, Henri Pena-Ruiz ² les exhorte à faire leur devoir : « *Il est de rappeler à tous leurs administrés que leur humanité ne se réduit pas à leur appartenance à une religion, qu'ils sont hommes et citoyens avant d'être musulmans ou catholiques. Des citoyens porteurs de volonté générale, c'est-à-dire d'une faculté de vouloir ce qui vaut pour tous et non ce qui ne vaut que pour eux seuls.* »

Identité-relation ou identité fixe ?

Edouard Glissant réfléchit à la créolisation du monde social, processus de transformation réciproque des entités sociales et culturelles, au résultat imprévisible. Il l'oppose au multiculturalisme, qui maintient les entités séparées et repousse les transformations réciproques.

Il a établi une distinction fondamentale entre *l'identité fixe, à racine unique* « qui prend tout et tue autour d'elle » et *l'identité de la relation* ou *identité-rhizome* « qui s'étend dans son rapport, dans sa **Relation à l'autre** ». Il explique que « les identités fixes deviennent préjudiciables à la sensibilité de l'homme contemporain engagé dans un monde-chaos et vivant dans des sociétés créolisées. L'identité-relation, ou "l'identité-rhizome" comme l'appelait Gilles Deleuze, semble plus adaptée à la situation. C'est difficile à admettre, cela nous remplit de craintes de remettre en cause l'unité de notre identité, le noyau dur et sans faille de notre personne, une identité refermée sur elle-même, craignant l'étrangeté, associée à une langue, une nation, une religion, parfois une ethnie, une race, une tribu, un clan, une entité bien définie à laquelle on s'identifie. Mais nous devons changer notre point de vue sur les identités, comme sur notre relation à l'autre. Nous devons construire une personnalité instable, mouvante, créatrice, fragile, au carrefour de soi et des autres. Une Identité-relation. »

Quel rapport avec la laïcité ? C'est que la laïcité garantit aux citoyens la liberté d'explorer et d'inventer ensemble leur monde commun, tandis que le communautarisme l'interdit à ses sujets. La laïcité ouvre aux citoyens l'espace complexe de la relation tandis que le communautarisme assigne ses sujets à la simplicité de l'identité fixe. L'identité d'un citoyen ne se réduit pas à son lieu de naissance, à la religion dominante de son pays, à son idéologie majoritaire, à sa culture d'origine préalable à ses choix de vie. Chaque personne est marquée par la culture dominante du pays où elle a grandi mais son identité se complexifie si elle peut prendre connaissance d'autres cultures, d'autres religions, d'autres histoires. De ce frottement elle sort ouverte sur un monde riche de sa diversité, et elle entre **en relation** avec l'étrangeté de l'étranger.

C'est la dynamique du lien, du *Lyannaj*, celle du puissant mouvement social et politique aux Antilles en 2009. Edouard Glissant, Patrick Chamoiseau et sept autres intellectuels antillais en ont écrit le magnifique manifeste,³ dont l'inspiration est à l'opposé des revendications identitaires. On y proclame, contrairement à la propagande des mouvements communautaristes, qu'il n'est pas question de distinguer les opprimés les uns des autres, ni de faire un concours de victimisation.

Cette dynamique fraternelle se crée dans la lutte, dans le refus de la soumission.

« Comment et où, pouvons-nous trouver le droit d'être des hommes et des femmes libres, sinon dans la résistance à notre culture, à nos traditions religieuses quand elles sont contraires à ces principes ? A quoi ont-ils eux-mêmes arraché ces droits sinon à leurs églises, leur religion, leur culture, leurs traditions ? » Wassyla Tamzali *Une femme en colère*, Gallimard, 2009, p. 67.

Ces deux visions, celle d'une société se créolisant et celle d'une communauté forteresse s'opposent. Saïd Qodt (théoricien des Frères Musulmans 1906-1966) développa, à son retour des Etats-Unis, le refus de toutes les idées des Lumières, assimilées à l'Occident. Le but de cet ostracisme est d'ériger des remparts autour d'une communauté musulmane réduite aux « sujets communautaires ». Ces remparts peuvent être symboliques comme le voile des femmes, qui dit que ces femmes font partie de la communauté musulmane, elles sont réservées aux communautaires et ne doivent pas se marier avec des non musulmans (l'inverse est possible car la femme soumise à son mari est censée adopter sa religion). Cette mise à l'écart d'une société diversifiée se manifeste dans les conseils donnés sur les sites islamistes de ne pas avoir pour ami un non musulman, de fréquenter le moins possible les non musulmans, et même, pour les plus sectaires, de réclamer dans les cantines scolaires des tables séparées. L'apostasie est considérée comme un crime : on naît musulman, on meurt musulman. Ceux qui abandonnent leur religion de naissance pour une autre ou pour ne plus croire en Dieu sont passibles d'une condamnation à mort.

Comment créer un monde commun dans la méconnaissance de l'autre ? C'est en tissant des liens inter religieux, interculturels, en s'ouvrant au monde que la compréhension, le respect de l'autre se construit. Comme le dit Abdelwahab Meddeb, partisan d'un « islam des Lumières » : « Enfin je voudrais me dégager définitivement de la solidarité communautaire, comme réflexe, instinct, principe de survie et d'être, en rappelant le vieux précepte qu'Eratosthène a enseigné à Alexandre : désapprouvant la division du genre humain entre Grecs et Barbares, qui prend les premiers pour amis, les seconds pour ennemis, il recommande de déplacer le critère de la division entre vertu et malhonnêteté : « Beaucoup de Grecs sont de méchantes gens et beaucoup de Barbares ont une civilisation raffinée... ». Et je suis heureux de trouver une formulation islamique de ce précepte, dont je saisis l'écho sous la plume du divin Ibn 'Arabi « Que de saints bien aimés dans les synagogues et les églises ! Que d'ennemis haineux dans les rangs des mosquées ! » Nous retrouvons nos amis chez des croyants et des non croyants. La ligne de fracture n'est pas religieuse ou ethnique elle est politique.

Alors que le *Lyannaj* respire dans la laïcité, il étouffe dans la communauté. Dans un monde laïc, les désaccords entre les religieux et les athées ne mettent pas en cause leur capacité à vivre ensemble dans un espace normatif. La laïcité est ce principe qui permet à chacun de vivre ses choix idéologiques tout en élaborant la loi commune. Alors que la guerre communautaire transforme les Autres en ennemis à abattre, le débat des citoyens en fait des partenaires.

Dans le massacre de la rédaction de Charlie Hebdo, il y a plusieurs « musulmans » : ceux nés dans un pays où l'islam est la religion d'Etat et ceux ayant adhéré à cette religion en pays laïc. Deux « musulmans », les collaborateurs de Charlie Hebdo sont morts sous

les balles de deux « musulmans », les frères Kouachi. Deux policiers étaient aussi « musulmans ». Peut-on identifier les victimes et les tueurs sous la même appellation ? Peut-on dire son soutien aux « musulmans » considérés en bloc puisque ainsi on apporte son soutien indistinctement aux victimes et aux tueurs ? Et va-t-on appeler « chrétiens » Cabu, Wolinski, Charb et les autres ? Quand on pense à tout ce qu'ils ont écrit ou dessiné contre les religions, on voit le ridicule de la question.

Le clivage pertinent n'est pas religieux il est entre ceux qui se pensent comme citoyens et ceux qui se pensent comme « sujets de la communauté ». Communauté dont ils ont défini les frontières, qui excluent comme ennemis non seulement les chrétiens, juifs, athées, agnostiques, mais aussi tous les « musulmans » qui ne partagent pas leur vision totalitaire.

La question du « vous » et du « nous »

L'interview donné par Samia Chala⁴ à Mediapart pose clairement cette question. Aux journalistes de Mediapart qui lui demandent: « *Mais pourquoi s'accrocher au voile jusqu'à faire de cette forme d'éteignoir un signe de rebellion ?* », Samia Chala répond : « *Quand tu es en France, quand on te fait comprendre, matin, midi et soir, que tu n'es pas ici chez toi, que reste-t-il ? Le pays d'origine ? Tu n'y es pas plus chez toi qu'en France. Alors tu t'inventes ou tu te réinventes une identité : tu t'accroches à ce qui te reste, la religion, ta religion* ». La cinéaste résume la contradiction dans laquelle se trouve la société française : afficher la volonté de faire de tous des citoyens et cependant multiplier les marques de suspicion à l'égard des minorités. Des déclarations irresponsables de politiques alimentant les thèses racistes, des pratiques sociales discriminatoires sont à l'origine du sentiment de rejet éprouvé par une partie de la population d'origine maghrébine, souvent Française depuis plusieurs générations. Le racisme, le refus de la richesse de l'autre amènent à un repli sur une tradition, une identité virtuelle, une religion.

Pour se sentir membre de la communauté nationale, il faut que des liens se soient établis avec celle-ci. Tous les « contrôles aux faciès », les discriminations à l'embauche, au logement, le refus du droit de vote aux étrangers aux élections locales, sont vécus comme un rejet du monde commun et facilitent l'appel au repli communautaire. C'est ce combat pour l'égalité qui devrait être celui de la gauche, marquant la rupture avec les idéologies de droite et de l'extrême droite dont le dogme est l'inégalité entre les hommes.

Samia Chala, quand elle ajoute : « *Vous nous humiliez sous couvert d'extirper notre prétendue aliénation.* » met tout le monde dans le même sac. Que signifie ce *Vous* ? Tous les Français, toutes les « féministes blanches », les journalistes qui l'interviewent, les lecteurs... ? Que signifie ce *Nous* ? Les femmes maghrébines, surtout lettrées, les Arabes, les musulmans... ? Elle dit : *vous n'avez pas voulu faire avec nous un monde commun, alors nous retournons au monde communautaire que nous avons fui il y a vingt ans.* Dans sa rancœur elle ne fait aucune distinction entre les xénophobes, les racistes nostalgiques du colonialisme et les citoyens qui, tout au contraire, voient la richesse d'histoires différentes, qui nous vient de population nouvellement arrivées en France. Ces anti-racistes se réfèrent à l'égalité hommes/femmes, à la liberté de conscience, à la démocratie - toujours menacées, toujours à conquérir et qui sont des valeurs universelles. Il n'y a pas un « *Vous* » élite blanche, occidentaux, chrétiens et un « *Nous* » arabes, musulmans, ex-colonisés. Nous avons une humanité commune et le clivage n'est pas lié à des religions ni à des origines. Les intégristes se trouvent partout, chez les athées comme chez les religieux, parmi les maghrébins comme chez les européens. Ne donnons pas un label de « décence commune » sur la base d'une proximité ethnique ou culturelle. La nécessité est de créer un « *Nous* » qui regroupe des citoyens sur une vision commune du monde, partageant des valeurs fondamentales.

De nombreuses personnes dites « musulmanes » défendent ardemment la laïcité surtout si elles ont dû fuir des régimes théocratiques et autoritaires. La grande majorité desdits « musulmans » aspirent à être des citoyens à part entière. Les Polonais les Italiens, les Arméniens les Espagnols, les Portugais, les Comoriens, les Africains, les Asiatiques... sans parler des Bretons, des Auvergnats, immigrés de l'intérieur, durent aussi subir les discriminations avant de se fondre dans une société qu'ils participèrent à construire.

Les conflits identitaires masquent les conflits sociaux et politiques

« En réaction à ce délitement des bases de l'identité civile et professionnelle des personnes, resurgissent les formes les plus diverses et les plus extrêmes de nationalisme et de communautarisme. Ceux qui sentent le sol institutionnel se dérober sous leurs pieds cherchent appui ailleurs : dans l'affirmation véhémement de leur religion, de la couleur de leur peau, de leur "genre", de leur "orientation sexuelle", dans la mémoire victimaire de leurs ancêtres et dans toutes les formes possibles d'une autochtonie dont ils réinventent à loisir les racines. Cette montée des revendications identitaires éclipsent les causes socio-économiques de l'injustice sociale. » Alain Supiot montre bien en le généralisant à d'autres revendications identitaires comment ces différenciations servent à masquer les injustices sociales qui visent indistinctement l'ensemble des populations françaises quelles que soient leur religion, leur origine ou leur philosophie.

Dans un monde ultra-libéral où la guerre de tous contre tous entretient la domination oligarchique, où les citoyens sont systématiquement dépossédés de leur pouvoir, tout est fait pour ramener au premier plan l'affrontement communautaire. En France, l'extrême-droite et les réseaux islamistes s'y emploient à temps complet, aidés par la confusion anti-laïque qu'alimentent certains idéologues qui se réclament de la gauche.

Le « sujet communautaire » s'oppose au citoyen dans une vision religieuse des fractures de la société. La droite libérale ne peut voir que d'un bon œil les fractures identitaires introduites chez les « opprimés » car elles sont l'instrument pour perpétuer sa domination. Les conditions d'un monde commun solidaire sont le respect de la diversité et l'absence de hiérarchisation des individus.

La laïcité est un principe qui permet cela. Toutes les religions pour y participer doivent abandonner leurs visées théocratiques qui feraient d'un citoyen un « sujet communautarisé », ou pire un ennemi. « Le problème [de l'immigration] est profondément politique et culturel. Je ne crois pas aux bavardages actuels sur la coexistence de n'importe quelles cultures dans la diversité. (...) Nous proclamons l'égalité des droits pour tous (autre chose ce qu'il en est dans la réalité). Cela implique que le corps politique partage un sol commun de convictions fondamentales : que fidèles et infidèles sont sur le même pied, qu'aucune Révélation et aucun Livre sacré ne déterminent la norme pour la société, que l'intégrité du corps humain est inviolable, etc. Comment cela pourrait-il être "concilié" avec une foi théocratique, avec les dispositions pénales de la loi coranique, etc. ? Il faut sortir de l'hypocrisie généralisée qui caractérise les discours contemporains. Les musulmans ne peuvent vivre en France que dans la mesure où, dans les faits, ils acceptent de ne pas être des musulmans sur une série de points (droit familial, droit pénal). Sur ce point, une assimilation minimale est indispensable et inévitable – et, du reste, elle a lieu dans les faits. » (Cornélius Castoriadis).

Il est de nombreux domaines où la culture du monde musulman porte des valeurs qui ont été laminées par une vision sectaire. C'est à la tradition antérieure à cette histoire que nous pouvons nous référer. Celle qui a permis par ses savants, ses philosophes, ses écrivains, de transmettre la pensée grecque et sortir l'Europe bloquée dans son Moyen Age. Cette culture musulmane qu'Abdelwahab Meddeb définit comme : « *Imaginative et créatrice, hospitalière, ouverte au dialogue et au débat, ou la femme est le guide vers le bon et l'amour, accueillante à l'étranger, généreuse et bienveillante, prônant la sagesse et la connaissance* ». Ce n'est pas l'islam des islamistes voulant bâtir un nouvel empire, le califat, en soumettant les populations de ses nouvelles conquêtes au joug d'une pensée unique, d'une religion unique, d'une loi unique non amendable.

Plutôt que d'alimenter la guerre des communautés, il est temps de raviver la conscience de la dynamique du *Iyannaj*, proclamée dans les Antilles ; celle qui s'exprime dans les écoles de la Busserine et des Flamants à Marseille (voir l'article de Gérard Perrier) ; celle qui anime les mouvements civiques inventeurs d'alternatives. Celle qui porte l'espoir d'un monde solidaire.

Roger Evano

¹ <http://blogs.mediapart.fr/edition/les-debats-du-mucem/article/010615/genealogie-de-la-violence-dans-le-monde-musulman>

² <http://blogs.mediapart.fr/blog/henri-pena-ruiz/011214/laicite-lettre-ouverte-aux-elus>

³ http://www.lemonde.fr/politique/article/2009/02/16/neuf-intellectuels-antillais-contre-les-archaismes-coloniaux_1156114_823448.html

⁴ <http://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/161113/samia-chala-quand-la-france-decouvrira-que-les-arabes-sont-une-richeesse>

Voir également

http://blogs.mediapart.fr/edition/camedia/article/130615/laicite-et-monde-commun-3-citoyen-ou-sujet-communautaire#_edn2